

ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Zoom territorial

Bassin d'emploi de Combourg 1er trimestre 2025

Sommaire

1 SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL P 2

2 LE TAUX DE CHÔMAGE P 3

3 LA DEMANDE D'EMPLOI P 4-8

- Principales évolutions
- Profil de la catégorie A
- Profil des catégories A, B, C
- Les flux d'entrées et de sorties
- Formation (entrées, accès à l'emploi)

4 L'INDEMNISATION P 9

5 LES OFFRES D'EMPLOI P 10-11

- Offres d'emploi diffusées
- Les métiers en tension

6 LE MARCHÉ DE L'EMPLOI P 12-16

- Les embauches (DPAE)
- L'accès à l'emploi
- L'emploi salarié (volumes, évolutions)
- L'intérim

ANNEXES P 17-22

L'ESSENTIEL

Chômage	T4 2024
Taux de chômage (zone d'emploi)	5,8%

Demandeurs d'emploi en fin de mois	T1 2025	évol. annuelle (T1 2025 // T1 2024)
DEFM catégorie A	2 076	+9,2%
DEFM catégories ABC	4 745	+4,3%
- dont DELD*	2 116	+0,2%

Flux (moyenne des 3 mois du trimestre)	T1 2025	évol. annuelle (T1 2025 // T1 2024)	évol. annuelle du cumul sur 12 mois glissants
Entrées sur les listes du chômage	390	-5,0%	-2,2%
Sorties des listes du chômage	419	-11,1%	-8,4%
Offres diffusées (France Travail + partenaires)*	627	-22,1%	+4,3%

*offres de mars 2025 uniquement

Indemnisation	juil.2024	évol. annuelle
Bénéficiaires d'allocation en fin de mois	2 596	-3,7%

Marché de l'emploi	Nombre	évol. sur 1 an	évol. sur 5 ans
Etablissements (fin 2023)	1 704		
Salariés (fin 2023)	12 427	+0,7%	+6,9%
Intérimaires (Ille-et-Vilaine-4ème trimestre 2024)	14 730	-9,4%	

← Essentiellement dû à l'entrée en vigueur de la loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025 (voir en pages suivantes).

Service Statistiques, Études et Évaluations



+ 175

C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (DEFM cat. A) supplémentaires depuis un an sur le territoire.

AVERTISSEMENTS

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI :

LA LOI POUR LE PLEIN EMPLOI est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

À partir de cette date, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France.

Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante sociale pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Des indicateurs complémentaires excluant les publics touchés par la réforme sont mis à disposition pour mieux appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail.

Ces évolutions répondent aux recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) :

<https://www.cnis.fr/wp-content/uploads/2024/10/rapport-cnis-166-web-version2-couvtexte.pdf>

La loi Plein emploi s'appliquant au 1er janvier 2025, elle influe sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1er trimestre 2025 : cf. en page suivante les résultats régionaux avec leurs explications, ainsi que la vidéo explicative disponible sur le site de la DARES et les documents méthodologiques :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/enquete-source/les-statistiques-du-marche-du-travail>

AVERTISSEMENT EVOLUTION DES REGLES D'ACTUALISATION :

Depuis le mois d'octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. Ces changements réhaussent les effectifs comptabilisés en catégorie A et réduisent les effectifs en catégories B et C, ainsi que les sorties des catégories A, B, C.

Dans le détail, depuis octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements dans les règles d'actualisation* :

- Une évolution du formulaire d'actualisation déployée au mois de novembre 2024 s'applique aux événements déclarés à partir d'octobre 2024. Les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Cette évolution conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégories ABC en octobre et novembre 2024.
- Depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégories ABC.

* Consulter le chiffrage national : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dossier/les-inscrits-france-travail#toc-source-m-thode-et-diffusion-2>

Détail des changements de procédure :

https://dares.travail-emploi.gouv.fr/sites/default/files/051913022b7103a174acebfbe4cf5695/incidents_chgts_procedure.pdf

LE MARCHÉ DU TRAVAIL AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025 EN BRETAGNE

Fortes hausses trimestrielles de la demande **d'emploi** en catégorie A, essentiellement dues à **l'entrée** en vigueur de la Loi Plein emploi au 1^{er} janvier 2025, ainsi **qu'aux** nouvelles règles **d'actualisation**

Au 1^{er} trimestre 2025 en Bretagne, le nombre de demandeurs **d'emploi n'ayant** exercé aucune activité (catégorie A) **s'établit** en moyenne à 131 380. Ce nombre est en forte hausse de +8,3% sur un trimestre (à titre de comparaison, en France métropolitaine : +8,7% par rapport au 4^{ème} trimestre 2024). **Cette forte augmentation trimestrielle de la catégorie A ne reflète pas la conjoncture mais est due principalement, en parallèle de la hausse conjoncturelle, à :**

- 1) **l'application de la Loi Plein emploi**, qui implique à compter du 1^{er} janvier 2025 **l'inscription** automatique à France Travail des jeunes en parcours emploi dans les missions locales (hausse des jeunes inscrits de +29,6% sur le trimestre), des allocataires RSA et des personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi. En excluant de **l'analyse** les allocataires ARSA et les jeunes en parcours (CEJ, PACEA et AIJ), **l'évolution** trimestrielle est ramenée à +5,5% (France : +5,4%). *NB : la forte hausse au 1^{er} trimestre 2025 de la catégorie A due à la Loi Plein emploi est ponctuelle et essentiellement due au choc de l'inscription automatique du stock ; à partir du 2^{ème} trimestre 2025 l'évolution trimestrielle retrouvera un niveau classique (et il faudra attendre le 1^{er} trimestre 2026 pour que l'évolution annuelle retrouve un comportement normal).*
- 2) **l'évolution des règles d'actualisation** (depuis octobre 2024) qui conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégories ABC.

En conséquence, sur un an, par rapport au 1^{er} trimestre 2024, le nombre d'inscrits en catégorie A est également en forte hausse dans la région : +3,7% (au niveau national : +4,5%).

Le nombre de demandeurs **d'emploi** tenus de rechercher un emploi et ayant exercé une activité réduite dans le mois (catégories B, C) a diminué de -0,6% et de -0,8% sur un an.

Au total, la demande **d'emploi** globale (catégories A, B ou C) augmente de +3,7% au 1^{er} trimestre 2025 en Bretagne par rapport au trimestre précédent (France métropolitaine : +4,5%). Elle atteint, en moyenne sur le trimestre, 258 430 personnes. Sur un an, ce nombre augmente de +5,7% (+6,4% au niveau national). Ces tendances annuelles haussières des totaux ABC sont pour beaucoup dues à la hausse de la catégorie A avec les raisons précitées.

Augmentation trimestrielle du nombre de jeunes inscrits en catégories ABC, due à la loi Plein emploi

Au 1^{er} trimestre 2025, le niveau de la demande **d'emploi** (catégories A, B et C) augmente fortement chez les jeunes (+15,7%) essentiellement pour cause **d'inscription** automatique des jeunes dans le cadre de la loi Plein emploi ; comparativement les 25-49 ans augmentent de +2,2% et les 50 ans et plus de +1,3%. Sur un an, la hausse chez les jeunes est de +19,2%, elle est de +4,2% pour les 25-49 ans et de +2,7% chez les 50 ans et plus.

Le nombre de demandeurs **d'emploi** inscrits depuis un an ou plus augmente légèrement ce trimestre (+0,7%) et demeure en hausse sur un an (+1,6%). Toutefois la part des demandeurs **d'emploi** de longue durée, représentant désormais 43,0% des inscrits de catégories ABC, a diminué de -1,3 point sur le trimestre et de -1,7 point en un an, dû à **l'intégration** de nombreux jeunes dans le cadre de la Loi Plein emploi (les jeunes ayant en moyenne une durée **d'inscription** au chômage plus faible).

En parallèle, dans les nouvelles catégories instaurées par la Loi Plein emploi, les demandeurs **d'emploi** en catégorie F (parcours social) sont au nombre de 1 400, ceux en catégorie G (en attente **d'orientation**) de 26 700. En raison de leur nouveauté, leurs évolutions ne seront disponibles **qu'à** partir du trimestre prochain.

TERRITOIRE D'ÉTUDE DU PRÉSENT DOCUMENT

Le territoire s'étend sur 48 communes et compte 68 246 habitants.

CARTE 1 : DÉCOUPAGE DE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE PAR BASSIN D'EMPLOI ET COMMUNES



Nombre d'habitants :

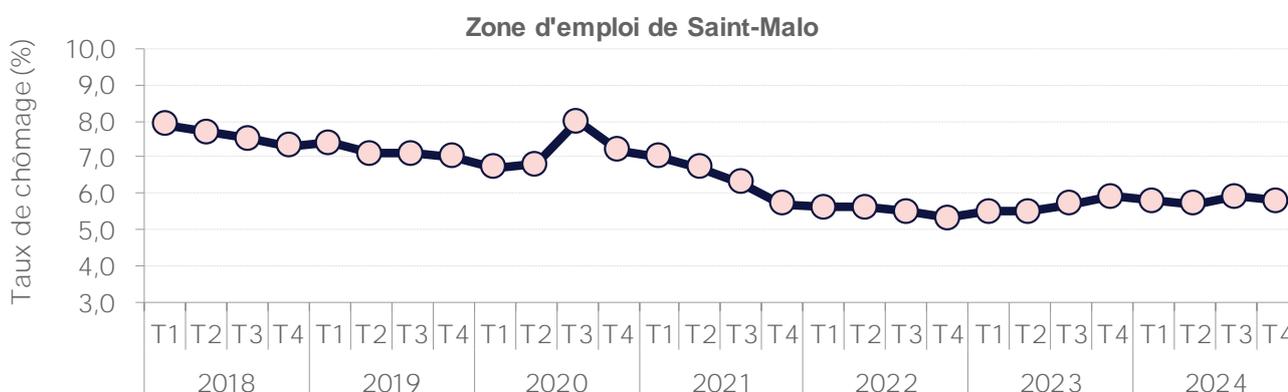
0	à	4 999
5 000	à	9 999
10 000	à	19 999
20 000	et	+

LE TAUX DE CHÔMAGE

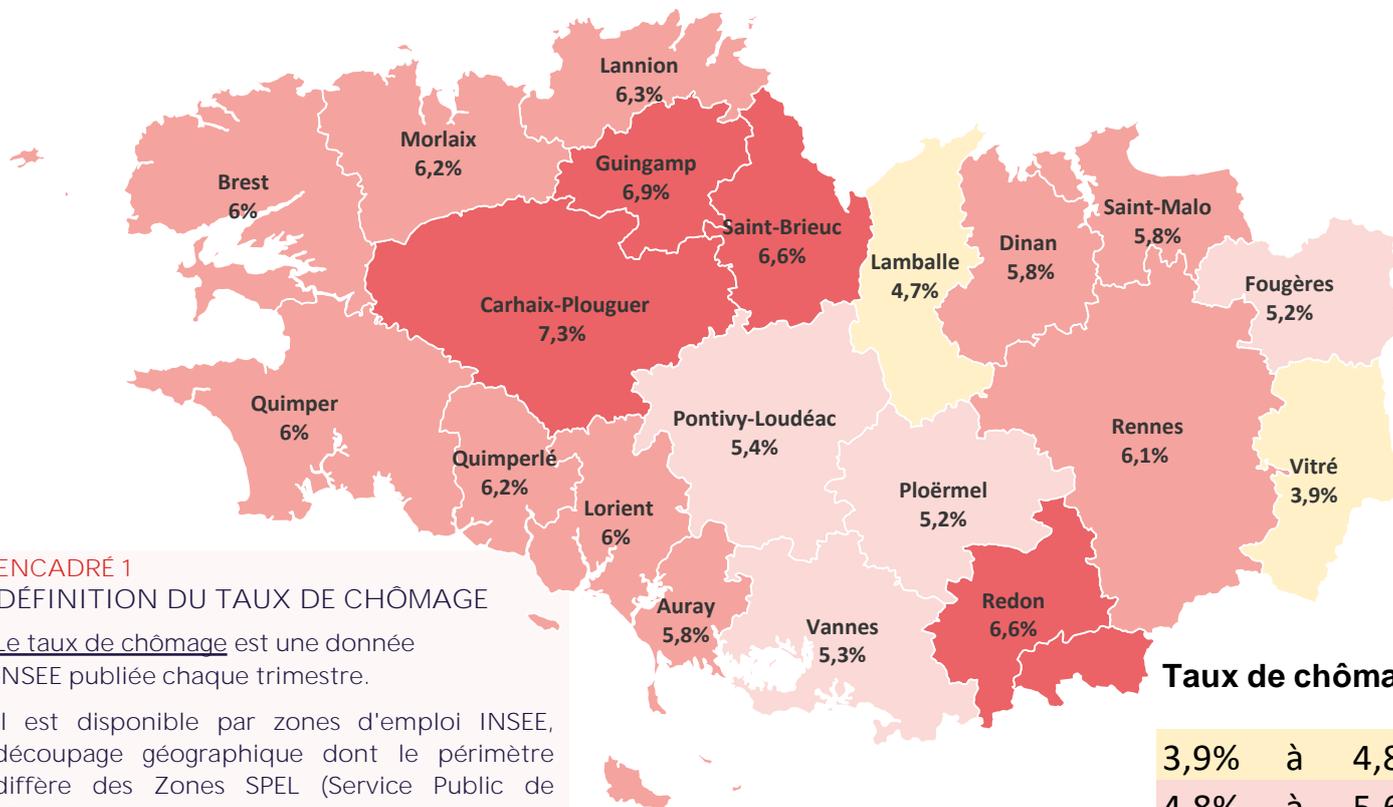
TABLEAU 1 : COMPARAISON DES TAUX DE CHÔMAGE DE L'ÉCHELLE LOCALE À L'ÉCHELLE NATIONALE

4ème trimestre 2024	Taux de chômage (en %)	Evolution sur 1 trim. (en points)	Evolution sur 1 an (en points)
Zone d'emploi de Saint-Malo	5,8%	-0,1	-0,1
Côtes-d'Armor	6,1%	-0,2	-0,3
Finistère	6,1%	-0,2	-0,3
Ille-et-Vilaine	5,8%	-0,1	+0,0
Morbihan	5,7%	-0,2	-0,3
Bretagne	5,9%	-0,1	-0,2
France Métropolitaine	7,1%	-0,1	-0,2

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DU TAUX DE CHÔMAGE LOCAL



CARTE 2 : TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONES D'EMPLOI



ENCADRÉ 1

DÉFINITION DU TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage est une donnée INSEE publiée chaque trimestre.

Il est disponible par zones d'emploi INSEE, découpage géographique dont le périmètre diffère des Zones SPEL (Service Public de l'Emploi Local) et des bassins d'emploi (définis par France Travail).

Le dénominateur du taux, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.

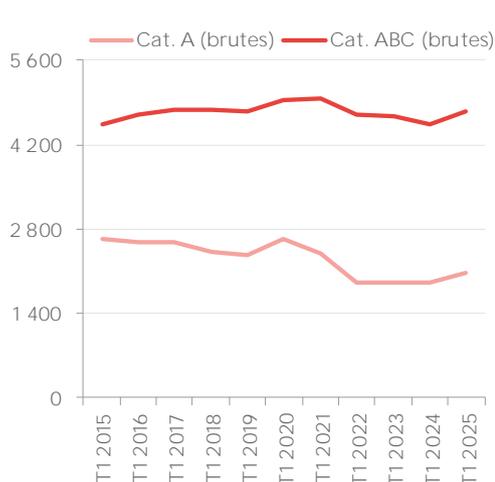
Taux de chômage

3,9%	à	4,8%
4,8%	à	5,6%
5,6%	à	6,5%
6,5%	à	7,3%

Source : INSEE. Réalisation : Service Statistiques France Travail Bretagne

LA DEMANDE D'EMPLOI : PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

GRAPHIQUE 2 : COMPARAISON HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DES DEFM A ET ABC



4 745

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories ABC à la fin du mois de mars 2025.

2 076

(Données Brutes)

Demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A à la fin du mois de mars 2025.

Evolution	Catégorie A		Catégories ABC	
		Evol. sur un an**		Evol. sur un an**
Combourg (données brutes)		+9,2%		+4,3%
Ille-et-Vilaine (données CVS)		+17,4%		+7,8%
Bretagne (données CVS)		+12,9%		+5,7%

* Pour les données brutes : évol. du volume brut entre fin mars 2025 et fin mars 2024.

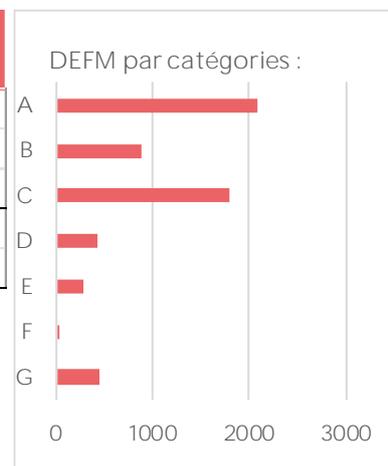
** Pour les données CVS : évol. de la moyenne mensuelle entre janvier 2025 et mars 2025, par rapport à la moyenne mensuelle entre janvier 2024 et mars 2024.

TABLEAU 3 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE, ÂGE ET DURÉE D'INSCRIPTION AU CHÔMAGE

Données brutes	Cat. A	part %	Evol. annuelle	Cat. ABC	part %	Evol. annuelle
Hommes	1 075	51,8%	+8,9%	2 175	46%	+6,4%
Femmes	1 001	48,2%	+9,5%	2 570	54%	+2,6%
- 25 ans	353	17%	+35,2%	703	15%	+19,2%
25-49 ans	1 135	55%	+7,8%	2 773	58%	+2,9%
50 ans et +	588	28%	+0,2%	1 269	27%	+0,2%
DELD*	335	16%	-1,5%	2 116	44,6%	+0,2%
Total	2 076	-	+9,2%	4 745	-	+4,3%

TABLEAU 4 : DEMANDEURS D'EMPLOI PAR CATÉGORIES

Données brutes	Catégorie de demandeur d'emploi	Nombre de DEFM	Evol. annuelle	Poids / ABCDE
catégorie A	Sans aucune activité au cours du mois	2 076	+9,2%	38%
catégorie B	Activité réduite courte (<78h dans le mois)	876	+0,5%	16%
catégorie C	Activité réduite longue (≥78h dans le mois)	1 793	+0,8%	33%
catégorie D	En stage, formation, maternité, maladie, ...	421	+2,9%	8%
catégorie E	Créateurs d'entreprise, contrats aidés	275	-17,2%	5%
	Total ABC	4 745	+4,3%	
	Total ABCDE	5 441	+11,8%	
catégorie F (brut)	En parcours à vocation d'insertion sociale	34	dispo. en	
catégorie G (brut)	Bénéficiaires RSA en attente d'orientation	444	avril 2026	



Une définition plus complète des catégories de demandeurs d'emploi est disponible dans le glossaire en annexe 4.

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DE LA CATÉGORIE A

GRAPHIQUE 3 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

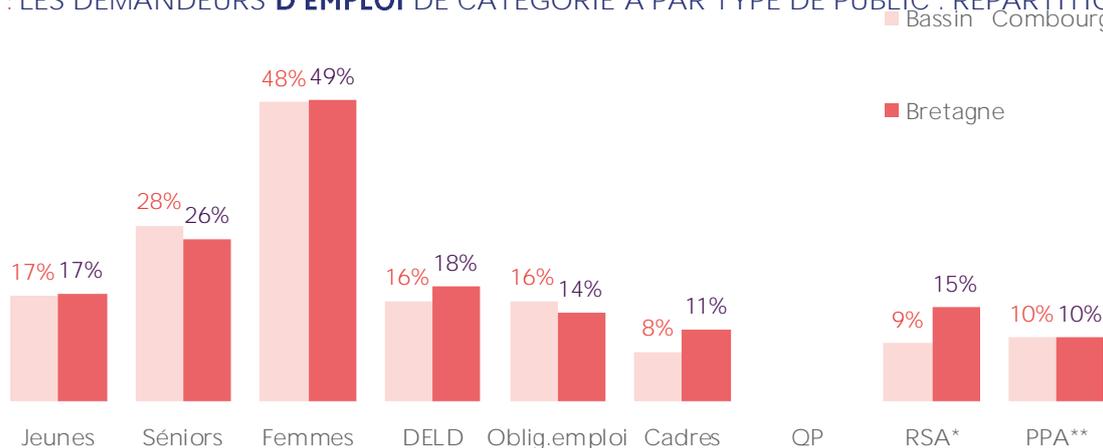


TABLEAU 5 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

Population	données brutes								
	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PA)	PA (hors RSA)**
Volume	353	588	1 001	335	335	164	Donnée non disponible	191	212
Evol. annuelle	+35%	+0%	+10%	-1%	+10%	+3%		-1%	+21%
Evol. annuelle Bretagne	+39%	+5%	+12%	-2%	+13%	+20%		+9%	+34%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus.

TAB. 6 : DEFM CATÉG. A SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	87	4%
Ouvrier qualifié	139	7%
Employé non qualifié	452	23%
Employé qualifié	940	47%
Agent maîtrise / technic.	205	10%

TAB. 7 : DEFM CATÉG. A SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	194	9%
CAP ou BEP	797	39%
Bac ou Bac Pro	450	22%
Bac+2	288	14%
Bac+3 et plus	328	16%
Inférieur Bac : 48%		Bac et + : 52%

TABLEAU 8 : DEFM CATÉGORIE A SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% Femmes	% Jeunes	% Seniors	% DEFM > 1 an
Agent / Agente De Conditionnement	51	61%	20%	31%	57%
Employé / Employée De Libre-Service	47	53%	43%	11%	72%
Secrétaire	41	98%	5%	46%	56%
Employé Familial / Employée Familiale De Maison	39	92%	13%	38%	62%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	37	14%	14%	32%	59%
Horticulteur / Horticultrice	37	49%	8%	14%	68%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	36	72%	8%	36%	64%
Chauffeur-Livreur / Chauffeuse-Livreuse	35	11%	20%	17%	69%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	30	87%	27%	13%	83%
Chargé / Chargée D'Accueil	26	81%	8%	58%	50%

(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : PROFIL DES CATÉGORIES ABC

GRAPHIQUE 4 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : RÉPARTITION

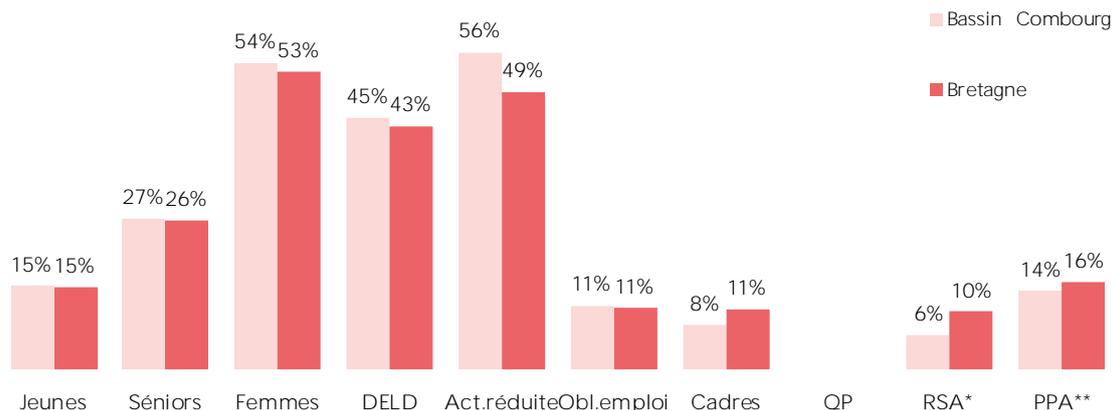


TABLEAU 9 : LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A PAR TYPE DE PUBLIC : VOLUMES ET ÉVOLUTIONS

<----- données brutes ----->

Population	Jeunes	Séniors	Femmes	DELD***	Activité réduite	Obligation d'Emploi	Cadres	Quartier prioritaire	RSA* (socle ou avec PPA)	PA (hors RSA)**
Volume	703	1 269	2 570	2 116	2 669	536	374	Donnée non disponible	286	658
Evol. annuelle	+19%	+0%	+3%	+0%	+1%	+7%	+12%		+3%	+2%
Evol. annuelle Bretagne	+19%	+3%	+5%	+2%	0%	+10%	+13%		+7%	+8%

* RSA : RSA socle ou RSA avec PA.

** PA : Prime d'Activité versée aux demandeurs d'emploi (ici DE hors RSA).

*** DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée inscrits depuis 1 an ou plus.

TAB. 10 : DEFM CATÉG. ABC SELON LA QUALIFICATION

Niveau de qualification	Total DEFM	%
Ouvrier non qualifié	191	4%
Ouvrier qualifié	292	6%
Employé non qualifié	898	19%
Employé qualifié	2 360	51%
Agent maîtrise / technic.	527	11%

TAB. 11 : DEFM CATÉG. ABC SELON LE NIVEAU DE FORMATION

Niveau de formation	Total DEFM	%
Sans diplôme	375	8%
CAP ou BEP	1 650	35%
Bac ou Bac Pro	1 127	24%
Bac+2	715	15%
Bac+3 et plus	857	18%
Inferieur Bac		43%
Bac et +		57%

TABLEAU 12 : DEFM CATÉGORIES ABC SUIVANT LE MÉTIER RECHERCHÉ : LES 10 PRINCIPAUX MÉTIERS

Métier recherché	Total DEFM	% femmes	% jeunes	% séniors	% DELD	% en activité réduite
Assistant Maternel Agréé / Assistante Maternelle Agréée	174	98%	1%	51%	76%	90%
Agent / Agente De Conditionnement	114	62%	20%	31%	53%	55%
Employé Familial / Employée Familiale De Maison	108	95%	7%	44%	56%	64%
Secrétaire	86	99%	5%	35%	51%	52%
Employé / Employée De Libre-Service	84	55%	38%	18%	33%	44%
Agent / Agente De Service Hospitalier (Ash)	76	92%	24%	21%	34%	61%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	74	14%	8%	26%	41%	65%
Agent / Agente De Propreté De Locaux	73	79%	11%	34%	51%	51%
Agent / Agente D'Entretien Des Espaces Verts	69	10%	13%	29%	54%	46%
Chauffeur-Livreur / Chauffeuse-Livreuse	64	11%	19%	19%	38%	45%

(données brutes)

LA DEMANDE D'EMPLOI : FLUX D'ENTREES ET SORTIES

TABLEAU 13 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE DES ÉVOLUTIONS DES ENTRÉES ET SORTIES

Evolutions en données brutes	Entrées		Sorties	
	Evol. annuelle du 1er trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois (b)	Evol. annuelle du 1er trimestre 2025 (a)	Evol. annuelle du cumul des 12 derniers mois
	Combourg	+2,2%	-2,2%	-11,1%
Ille-et-Vilaine	+7,1%	+3,6%	-7,9%	-2,0%
Bretagne	+5,8%	+1,7%	-6,7%	-2,8%

GRAPHIQUE 5 : ÉVOLUTION SUR UN AN DU NOMBRE MOYEN D'ENTRÉES ET SORTIES



Guide de Lecture : Le nombre moyen mensuel d'entrées du 1er trimestre 2025 comparé au nombre du même trimestre 2024 est en hausse de +2,2%. Pour les sorties l'évolution est de -11,1%.

TABLEAU 14 : RÉPARTITION DES MOTIFS D'ENTRÉE SUR LES LISTES DU CHÔMAGE

Entrées (données brutes)	Nombre moyen d'entrées (janv 2025- mars 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids	Evolution sur 12 mois			
				Cumul entrées sur 12 mois (avr 2024- mars 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.25
Fin de contrat	84	-2%	20%	1 166	+0%	22%	72
Fin de mission d'intérim	32	-13%	8%	384	-6%	7%	23
Démission	30	-8%	7%	362	-12%	7%	22
Rupture conventionnelle	47	+32%	11%	474	+1%	9%	42
Licenciement éco.	5	-25%	1%	61	-6%	1%	5
Autre licenciement	25	-14%	6%	322	-2%	6%	21
Première entrée	9	-3%	2%	167	-14%	3%	7
Retour d'inactivité	74	-3%	18%	1 100	-5%	21%	83
Réinscription rapide	40	-21%	10%	538	-17%	10%	33
Autres motifs ¹	49	+86%	12%	333	+27%	6%	38
Motif indéterminé ²	24	+14%	6%	317	+38%	6%	20
Total	419	+2%	100%	5 224	-2%	100%	366

(1) Autres motifs : fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

(2) Motif indéterminé : autre motif d'inscription.

(a) : Evol. sur 1 an de la moyenne mensuelle des entrées entre janv 2025 et mars 2025 par rapport à la moy. mensuelle entre janv 2024 et mars 2024 (idem sorties).

(b) : Evol. sur 1 an du cumul des entrées sur 12 mois de avr 2024 à mars 2025 par rapport au cumul sur 12 mois de avr 2023 à mars 2024 (idem pour les sorties).

TABLEAU 15 : RÉPARTITION DES MOTIFS DE SORTIE DES LISTES DU CHÔMAGE

Sorties (données brutes)	Nombre moyen de sorties (janv 2025- mars 2025)	Evolution annuelle (a)	Poids	Evolution sur 12 mois			
				Cumul sorties sur 12 mois (avr 2024- mars 2025)	Evolution annuelle (b)	Poids	Vol mensuel mars.25
Absence	187	-6%	45%	2 319	-7%	46%	212
Reprise d'emploi	59	-30%	14%	737	-18%	15%	66
Formation	62	-17%	15%	709	-11%	14%	48
Suspension	23	-34%	5%	378	-15%	8%	24
Maladie	34	+4%	8%	361	-1%	7%	38
Chgmt géo	17	+33%	4%	136	+6%	3%	12
Arrêt recherche	12	-22%	3%	136	-10%	3%	6
Retraite	7	+100%	2%	68	+70%	1%	7
Autres cas	19	+37%	4%	164	+17%	3%	24
Total	419	-11%	100%	5 008	-8%	100%	437

LA DEMANDE D'EMPLOI : ENTRÉES EN FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POST-FORMATION

TABLEAU 16 : LES ENTRÉES EN FORMATION : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE

Zones géographiques	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
Combourg	934	-11%	18%	51%	22%	61%	18%	75%
Ille-et-Vilaine	17 636	-1%	18%	51%	15%	58%	15%	70%
Bretagne	50 999	-3%	18%	52%	18%	61%	15%	69%

TABLEAU 17 : LES ENTRÉES EN FORMATION : LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Entrées en formation (a)	Evol. sur 12 mois glissants	Part des Jeunes	Part des Femmes	Part des 50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Part des financements France Travail	Part des formations de moins de 400 heures
DEVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL	224	-40%	13%	65%	33%	75%	3%	95%
TRANSPORT	164	+20%	24%	20%	17%	70%	14%	77%
MANUTENTION	61	+39%	21%	16%	33%	75%	20%	97%
SERVICES COMMERCES PROXIMITE	38	-14%	24%	16%	11%	61%	8%	92%
SANTE	38	+27%	39%	82%	13%	55%	21%	21%
Autres Formations	409	-4%	15%	56%	18%	65%	28%	63%
Total des formations	934	-11%	18%	51%	22%	61%	18%	75%

(a) Demandeurs d'emploi entrés en formation entre mars 2024 et février 2025.

NS : donnée non significative.

TABLEAU 18 : VOLUME DES SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI DANS LES 6 MOIS SUIVANT LA FORMATION

Zones géographiques	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés	Taux d'accès à l'emploi ensemble des DE	Taux d'accès à l'emploi (c)					
					Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures
Combourg	213	-7%	69%	46%	-	65%	-	69%	-	73%
Ille-et-Vilaine	3 536	-7%	67%	45%	69%	65%	61%	65%	74%	-

TABLEAU 19 : SORTIES DE FORMATION ET ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES 5 PRINCIPAUX DOMAINES DE FORMATION SUIVIS

Libellé des formations suivies	Sorties de formation (b)	Evol. Annuelle*	Taux d'accès à l'emploi DE formés (c)	Taux d'accès à l'emploi***						
				Jeunes	Femmes	50 ans et +	Part publics PIC (Plan Investissement Compétences)*	Financements France Travail	Formations de moins de 400 heures	
TRANSPORT	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SERVICES COMMERCES PROXIMITE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SANTE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MANUTENTION	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AGRICULTURE PRODUCTION VEGETALE	< 60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Formations	213	+55%	32%	71%	60%	61%	68%	72%	69%	
Total des formations	213	-7%	69%	-	65%	-	69%	-	73%	

(b) Sorties de formations cumulées entre juin 2024 et août 2024.

* Comparaison des sorties de formations entre les périodes juin 2024 - août 2024 et juin 2023 - août 2023.

L'INDEMNISATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DONNÉES BRUTES)

Nombre d'indemnisés	2 596
Bassin d'emploi de Combourg :	
Part dans le département :	6%
Part dans la région :	2%

TABLEAU 20 : ÉVOLUTION ANNUELLE DES INDEMNISÉS

juillet 2024	Evolution sur 1 an
Combourg	-3,7%
Ille-et-Vilaine	+2,7%
Bretagne	+0,0%

ENCADRÉ 2 : PERSONNE INDEMNISÉE

Personne bénéficiant d'un droit à l'indemnisation (droit ouvert) en fin de mois, et percevant au moins un euro au titre du dernier jour du mois.

Certaines informations ayant des conséquences sur le versement d'une allocation chômage (décisions d'admission, activité réduite, maladie, formations...) peuvent ne pas être connues au moment où le demandeur d'emploi actualise sa situation, en raison des délais de production et de transmission des pièces justificatives. Le nombre d'indemnisés à la fin d'un mois donné n'est donc connu de manière exhaustive qu'avec un certain délai : pour cette raison l'effectif des indemnisés est considéré comme définitif lorsqu'il est établi avec 6 mois de recul.

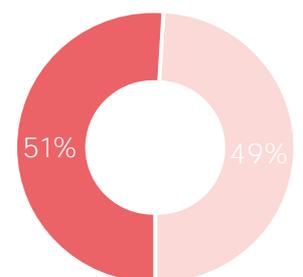
GRAPHIQUE 6 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS



TABLEAU 21 : BÉNÉFICIAIRES EN FIN DE MOIS PAR RÉGIME D'ALLOCATIONS

Type d'allocations	juillet 2024		
	BFM (bénéficiaires fin de mois)	Evolution annuelle	Part
Indemnisés Assurance Chômage (1)	2 386	-3,7%	87%
dont formation*	87	-11,2%	3%
dont CSP*	56	+40,0%	2%
Indemnisés Etat (2)	141	-5,4%	5%
dont formation	3	+0,0%	0%
Autres (3)	69	+0,0%	3%
dont formation	8	-20,0%	0%
Total indemnisés (1)+(2)+(3) Bassin d'emploi de Combourg	2 596	-3,7%	100%
dont formation	98	-11,7%	4%

■ Indemnisés
■ Non indemnisés



% indemnisés =
(indemnisés Assurance Chômage + Etat + autres)
/ total DEFM ABCDE

(1) Essentiellement indemnisés en ARE (hors convention de gestion)
* Les formations réalisées dans le cadre du dispositif CSP sont comptabilisées dans la ligne "dont CSP", mais pas dans la ligne "dont formation".
(2) Essentiellement indemnisés en ASS. Hors ATA1 (Allocation Temporaire d'Attente).
(3) ARE et AREF convention de gestion, RFPE (Rémunération Formation France Travail).

LES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES

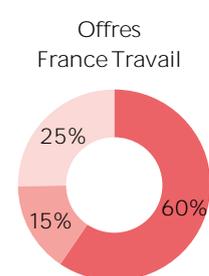
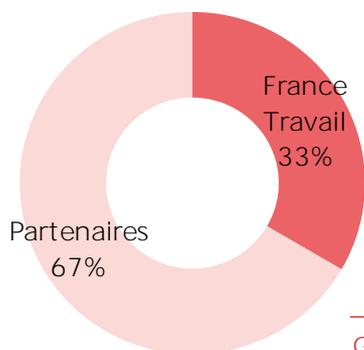
ENCADRÉ 3 : MÉTHODOLOGIE : NOUVEAUTÉ

Les statistiques des **offres d'emploi diffusées** présentées dans cette publication (cette page et page 18) portent sur les offres déposées directement à France Travail* ainsi que sur les offres transmises par des sites partenaires**. Ainsi le nombre d'offres publiées ici correspond à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site <https://www.francetravail.fr/>

TABLEAU 22 : VOLUMÉTRIE DES OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Données brutes	Résultats du mois		Depuis le 1er janvier		Sur les 12 derniers mois	
	mars-24	mars-25	2024	2025	Cumul 12m 2024	Cumul 12m 2025
Total des offres diffusées	805	627	2 159	1 698	8 343	8 703
dont offres France Travail	334	188	925	610	2 847	3 359
dont offres transmises des partenaires	471	439	1 234	1 088	5 496	5 344
Emploi durable (>6 mois)	502	351	1 266	979	4 997	4 821
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	75	68	235	218	930	969
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	228	208	658	501	2 416	2 913
	Ecart sur un an		Ecart sur cumul annuel		Ecart sur cumul 12 mois	
Total des offres diffusées	-178	-22,1%	-461	-21,4%	+360	4,3%
dont offres France Travail	-146	-43,7%	-315	-34,1%	+512	18,0%
dont offres transmises des partenaires	-32	-6,8%	-146	-11,8%	-152	-2,8%
Emploi durable (>6 mois)	-151	-30,1%	-287	-22,7%	-176	-3,5%
Emploi temporaire (1 à 6 mois)	-7	-9,3%	-17	-7,2%	+39	+4,2%
Emploi précaire (< 1 mois ou intérim)	-20	-8,8%	-157	-23,9%	+497	+20,6%

GRAPHIQUES 7A-B-C : OFFRES DIFFUSÉES SELON L'OPÉRATEUR ET PAR TYPE DE CONTRAT (cumul depuis le 1er janvier)



*offres déposées à France Travail par les employeurs, soit sur le site internet de France Travail (espace employeur), soit en passant par un conseiller entreprise ou encore au moyen du 3995, numéro de téléphone dédié aux entreprises.

**offres transmises par environ 150 sites partenaires de France Travail. Dans le cadre de la transparence du marché du travail, France Travail retransmet ainsi des offres d'autres acteurs, afin d'assurer aux demandeurs d'emploi l'accès le plus large possible aux offres disponibles sur le marché du travail. Ces offres subissent un contrôle strict de qualité, de légalité et de fraîcheur avant d'apparaître sur le site de France Travail.

GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES OFFRES DIFFUSÉES : (données brutes)

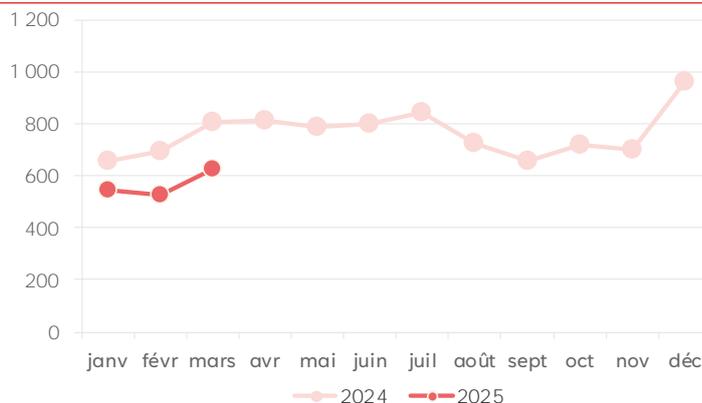


TABLEAU 23 : OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES SELON LE SECTEUR ÉCONOMIQUE

Secteur	Résultats du mois			Depuis le 1er janvier		
	mars-24	mars-25	Variations	2024	2025	Variations
Agriculture	39	10	-74%	74	48	-35%
BTP	108	82	-24%	296	203	-31%
Industrie	107	127	+19%	344	307	-11%
Tertiaire	551	408	-26%	1 445	1 140	-21%
Total	805	627	-22,1%	2 159	1 698	-21,4%

LES MÉTIERS EN TENSION

La notion de "tension" consiste à rapprocher, pour chaque métier, l'offre et la demande d'emploi. Cette liste annuelle est issue d'une collaboration entre la DARES et France Travail. Voici présentés ici les 15 premiers métiers avec le plus d'offres.

TABLEAU 24 : LES MÉTIERS EN TENSION

Principaux métiers (présentés par nombre décroissant d'offres)	Année 2022	Origines potentielles de la tension						
	Offres	Intensité d'embauche	Manque de main d'œuvre	Durabilité de l'emploi	Conditions de travail	Inadéquation géographique	Spécificité emploi formation	
Soins d'hygiène, de confort du patient	211	●	●	●	●	●	●	
Transaction immobilière	204	●	●	●	●	●	●	
Service en restauration	176	●	●	●	●	●	●	
Personnel de cuisine	167	●	●	●	●	●	●	
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	119	●	●	●	●	●	●	
Pose et restauration de couvertures	81	●	●	●	●	●	●	
Conduite de travaux du BTP	78	●	●	●	●	●	●	
Maçonnerie	72	●	●	●	●	●	●	Nouveau
Nettoyage de locaux	68	●	●	●	●	●	●	
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	66	●	●	●	●	●	●	
Coiffure	62	●	●	●	●	●	●	
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	61	●	●	●	●	●	●	Nouveau
Boulangerie - viennoiserie	60	●	●	●	●	●	●	
Pose de fermetures menuisées	60	●	●	●	●	●	●	
Pâtisserie, confiserie, chocolaterie et glacierie	59	●	●	●	●	●	●	Nouveau

La mention "Nouveau" peut apparaître en bout de ligne pour signaler la présence d'un métier qui n'était pas détecté comme en tension l'année précédente.

ENCADRÉ 4 : MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la Dares ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse. Ces indicateurs sont résumés sur une échelle de gradation des tensions en 3 niveaux : vert : faible, orange : moyen et rouge : élevé.

Plus d'information sur les origines des tensions dans les annexes (p.22)

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : LES EMBAUCHES

TABLEAU 25 : DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE) CUMULÉES SUR 12 MOIS

(période de avr-2024 à mars-2025) :

Volume de DPAE :	Hors intérim		Total (y compris intérim)	
	Volume	évol. annu	Volume	évol. annu
Combourg	18 116	-1,9%	27 147	+0,0%
Ille-et-Vilaine	469 502	-2,2%	1 031 397	-4,9%
Bretagne	1 342 569	-3,1%	2 697 647	-4,6%

GRAPHIQUE 9 : DÉCLARATIONS DPAE DURABLES (CDI+CCD>6mois) PAR MOIS

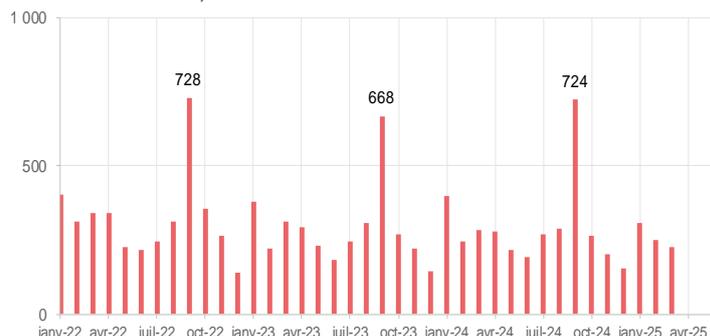


TABLEAU 26 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES PAR TYPE DE CONTRAT (période de avr-2024 à mars-2025) :

Type de contrat :	Bassin Combourg					Bretagne		
	Volume (cumul 12 mois)	période année-1	Evol. annuelle	Part	% des embauchés inscrits à France	Evol. Annuelle	Part	% des embauchés inscrits à France
Emplois durables	3 374	3 487	-3%	12%	60%	-9%	10%	57%
dont CDI	2 359	2 371	-1%	9%	63%	-9%	8%	60%
dont CDD +6mois	1 015	1 116	-9%	4%	53%	-11%	3%	48%
Emplois temporaires*	3 071	2 899	+6%	11%	61%	-5%	7%	59%
Emplois occasionnels**	11 671	12 088	-3%	43%	58%	-1%	32%	63%
TOTAL HORS INTERIM	18 116	18 474	-2%	67%	59%	-3%	50%	61%
+ Contrats intérimaires	9 031	8 662	+4%	33%	72%	-6%	50%	73%
TOTAL DPAE	27 147	27 136	+0%	100%	63%	-5%	100%	67%

*Contrats de 1 à 6 mois. **Contrats < 1 mois.

TABLEAU 27 : ÉVOLUTION DES EMBAUCHES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs économiques	DPAE (hors intérim) - Bassin Combourg						Part du secteur	% des embauchés inscrits à France Travail
	CDI	CDD +6 mois	CDD 1 à 6 mois	CDD < 1 mois	Total			
Les 10 principaux secteurs :								
Santé humaine et action sociale	374	164	1 223	4 858	6 619	37%	69%	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocyclo	480	135	372	1 301	2 288	13%	38%	
Arts, spectacles et activités récréatives	62	69	188	1 718	2 037	11%	80%	
Hébergement et restauration	262	142	503	1 120	2 027	11%	46%	
Agriculture, sylviculture et pêche	120	28	91	1 379	1 618	9%	41%	
Administration publique	60	124	193	429	806	4%	60%	
Construction	213	89	112	42	456	3%	53%	
Autres industries manufacturières	132	63	76	158	429	2%	43%	
Activités de services administratifs et de soutien	60	12	68	210	350	2%	48%	
Transports et entreposage	181	25	49	55	310	2%	66%	
Autres secteurs	415	164	196	401	1 176	6%	59%	
Total (hors intérim)	2 359	1 015	3 071	11 671	18 116		59%	

ENCADRÉ 5

LES DPAE (DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE)

La DPAE est une déclaration obligatoire préalable à toute reprise d'emploi, effectuée au maximum 8 jours avant la date prévisible d'embauche. L'ensemble des DPAE sont réceptionnées par France Travail quotidiennement (ACOSS) ou mensuellement (CCMSA). 70% sont exploitées, correspondant aux NIR certifiés des DE connus dans les 36 derniers mois. En moyenne plus de 90% des DPAE aboutissent à une embauche effective.

MÉTHODOLOGIE

Pour recenser le nombre de DPAE, la clé d'entrée retenue est le lieu de domiciliation de l'entreprise ayant fait une déclaration préalable à l'embauche. (En effet le but de cette page est avant tout d'avoir une meilleure vision du marché de l'emploi au travers des entreprises bretonnes). Les DPAE étant fortement saisonnières, les données sont cumulées sur 12 mois glissants afin de mieux visualiser la tendance globale.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'ACCÈS À L'EMPLOI

TABLEAU 28 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI

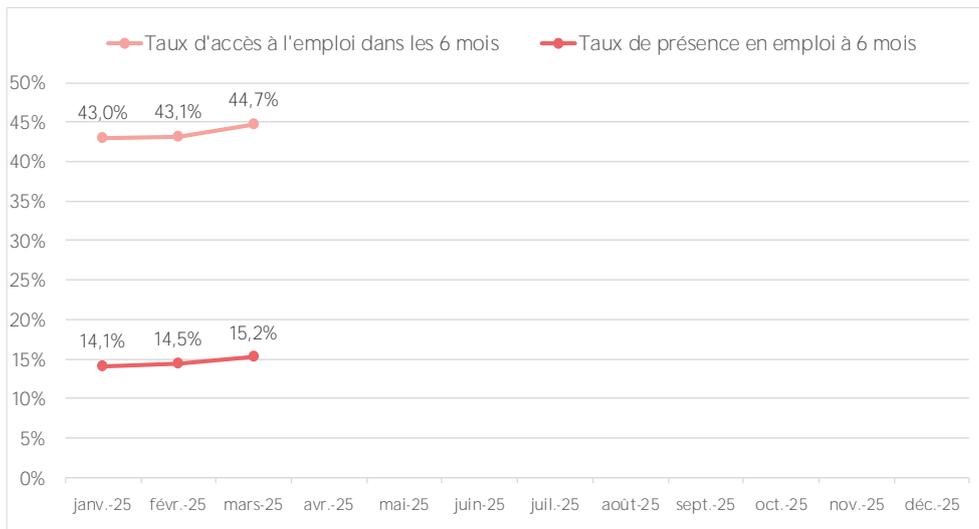
Accès à l'emploi pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre juin et août 2024 (cumul sur 3 mois)	Taux d'accès à l'emploi dans les 6 mois	Taux de présence en emploi à 6 mois
mars 2025	44,7%	15,2%
année précédente (cumul équivalent)	45,9%	16,1%
évolution annuelle	-1,2pt	-0,9pt

ENCADRÉ 6 - DÉFINITIONS

Le taux de **d'accès à l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B dans les 6 mois suivants.

Le taux de présence en **l'emploi** mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B qui, 6 mois plus tard, sont employés dans un contrat dit durable (CDI ou CDD > 6 mois).

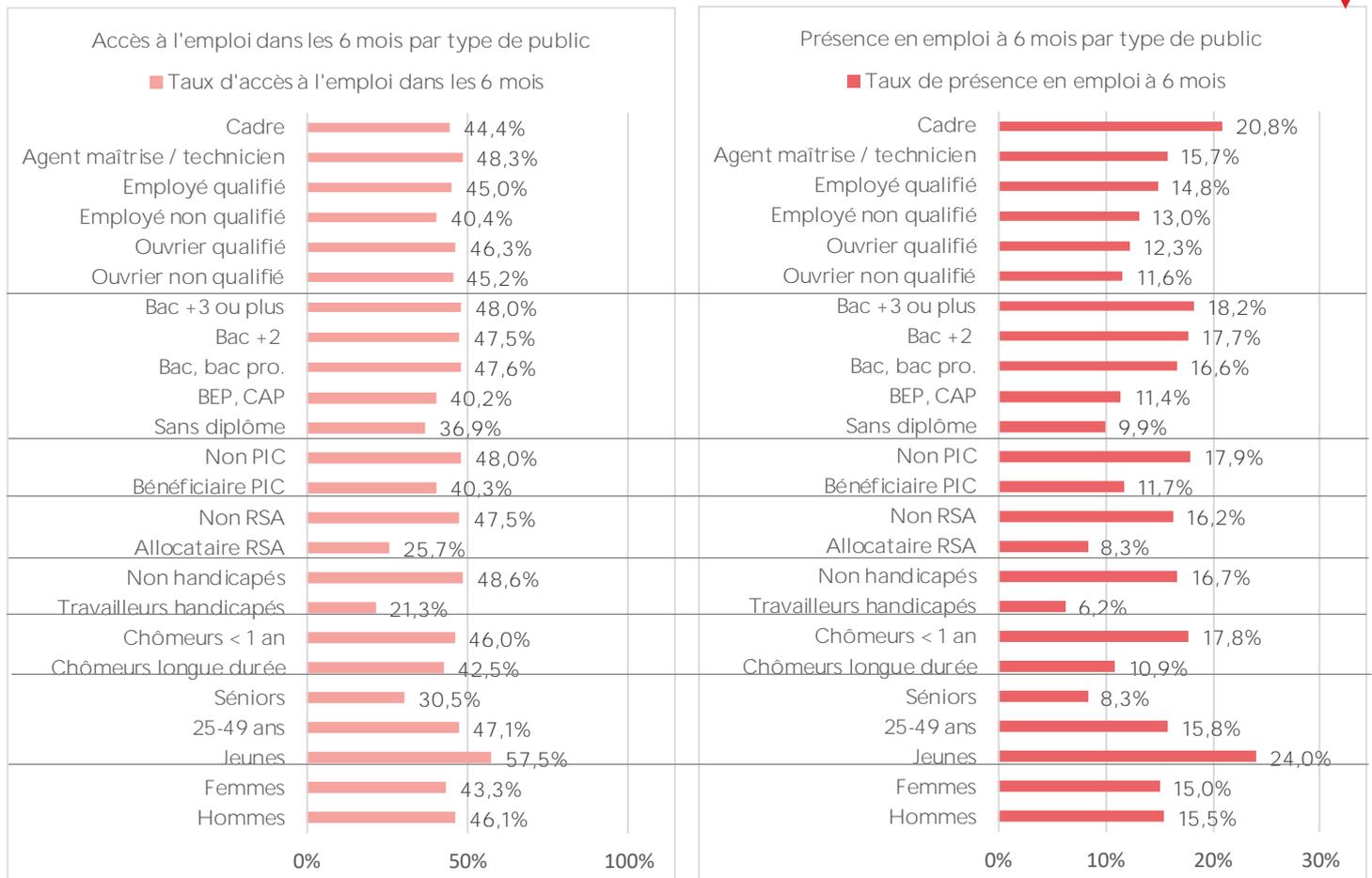
GRAPH. 10 : ÉVOLUTION DES TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI (cumul depuis le début d'année)



Légende des graphiques ci-dessous :

- PIC : bénéficiaire du Plan d'Investissement dans les Compétences.
- RSA : allocataire du Revenu de Solidarité Active.
- Travailleur handicapé : bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi.

GRAPHIQUES 11 ET 12 : TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI ET DE PRÉSENCE EN EMPLOI PAR TYPE DE PUBLIC



LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (VOLUMES)

TABLEAU 29 : RÉPARTITION DES SALARIÉS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ
86% des salariés sont regroupés dans 10 secteurs économiques (avec l'intérim 87%) :

Libellé des 10 principaux secteurs économiques	Salariés fin 2023			Etabs. fin 2023			Indice de spécialisation
	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	Vol.	Dont affiliés MSA	Poids %	
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	2 271	7%	18%	288	4%	17%	1,1
Santé humaine et action sociale	1 581	2%	13%	99	1%	6%	1,3
Construction	1 542	1%	12%	281	0%	16%	1,5
Équipements électriques, électroniques, informatiques	1 185	0%	10%	6	0%	0%	4,6
Transports et entreposage	1 025	1%	8%	36	6%	2%	1,3
Autres industries manufacturières	1 006	0%	8%	55	2%	3%	1,3
Agriculture, sylviculture et pêche	704	100%	6%	270	100%	16%	2,0
Hébergement et restauration	562	0%	5%	133	0%	8%	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	465	20%	4%	95	6%	6%	0,6
Agroalimentaire	337	0%	3%	47	2%	3%	0,3
Intérimaires**	140	4%	1%	12	8%	1%	0,4
Autres secteurs	1 609	19%	13%	382	14%	22%	0,5
Total	12 427	11%	100%	1 704	20%	100%	1,0

Activités de services administratifs et de soutien (hors intérim)

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

Lecture : 18% des salariés se concentrent dans le secteur Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles. L'indice de spécialisation de ce secteur est de 1,1.

Sources :



CARTE 3 : RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR COMMUNE



Nombre de salariés :

0	à	999
1 000	à	2 499
2 500	à	4 999
5 000	et	+

© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

ENCADRÉ 7

CHAMP D'ÉTUDE

Les données du marché de l'emploi en fournissant les nombres de salariés et établissements relevant de leur propre régime.

Sont exclus des emplois concurrentiels : les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

INDICE DE SPÉCIALISATION

Il permet, dans chaque territoire, de repérer les secteurs d'activité sur- ou sous-représentés par rapport à la région.

Un indice de spécialisation > 1 signifie que le territoire est spécialisé dans l'activité : plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé.

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'EMPLOI CONCURRENTIEL (ÉVOLUTIONS)

TABLEAU 30 : ÉVOLUTIONS DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Evolution annuelle 2023 / 2022 (données brutes)	Combourg		Ille-et-Vilaine		Bretagne	
	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**	Evol. sur un an	Evol. sur 5 ans**
Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	+0,9%	+20,6%	+1,0%	+9,4%	+0,7%	+10,5%
Santé humaine et action sociale	+3,6%	+13,4%	+2,9%	+12,2%	+2,1%	+10,0%
Construction	+0,3%	+15,1%	-0,2%	+13,9%	-0,4%	+13,8%
Equipements électriques, électroniques, informatiques	-1,8%	-20,3%	+4,7%	+5,0%	+3,2%	+8,6%
Transports et entreposage	-4,4%	-2,5%	+0,8%	+8,2%	+0,8%	+5,3%
Autres industries manufacturières	-0,1%	+7,4%	-0,0%	+5,2%	-0,2%	+5,2%
Agriculture, sylviculture et pêche	+5,9%	+27,1%	+4,7%	+29,7%	+1,6%	+14,7%
Hébergement et restauration	-1,2%	+21,1%	+1,5%	+19,9%	+2,1%	+17,4%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-3,1%	+22,0%	+2,8%	+24,1%	+1,9%	+21,9%
Agroalimentaire	+7,3%	+10,9%	-1,1%	+6,0%	-0,7%	+2,4%
Intérimaires**	-9,1%	-67,8%	-7,3%	+1,5%	-7,4%	+7,3%
Autres secteurs	+3,1%	+15,3%	+3,0%	+15,1%	+2,3%	+13,5%
Total	+0,7%	+6,9%	+1,5%	+12,6%	+0,9%	+11,0%

** Il s'agit ici des intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire.

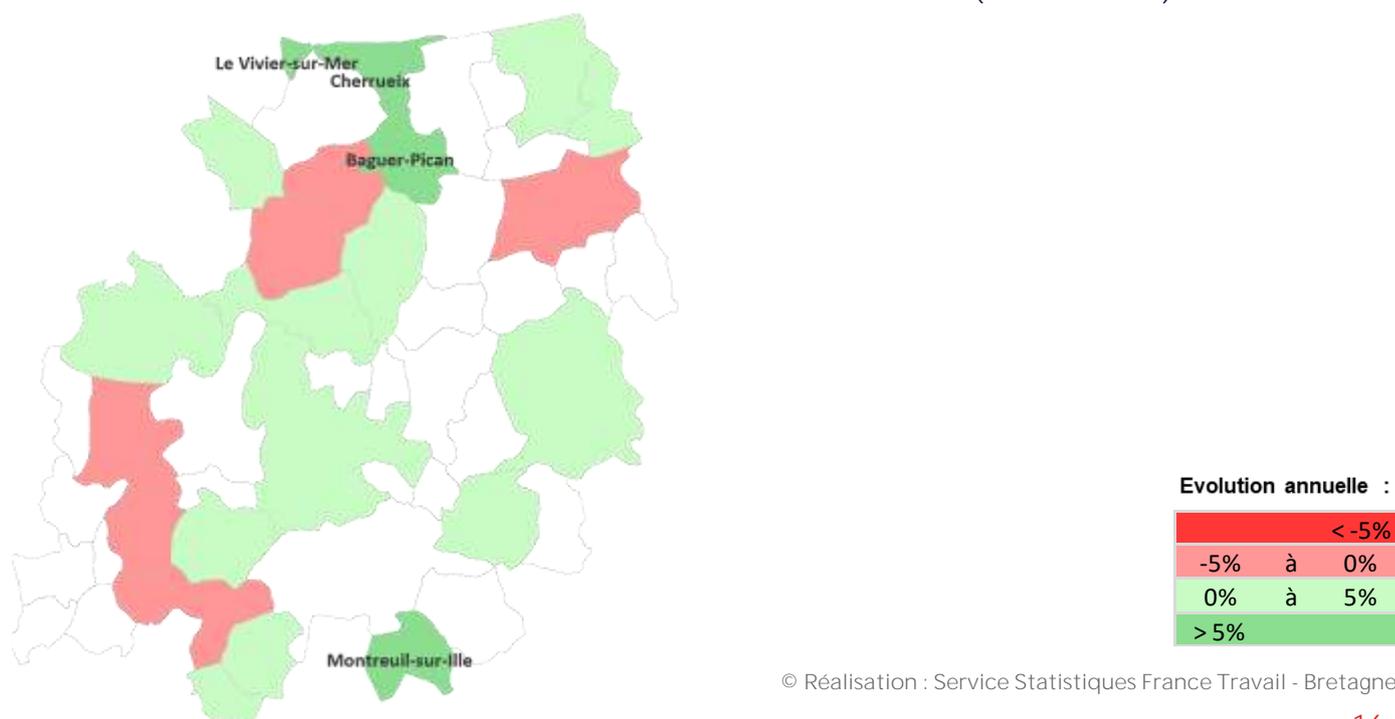
GRAPHIQUE 13 : LES VOLUMES ANNUELS DE L'EMPLOI SALARIÉ



Sources :



CARTE 4 : ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ PAR COMMUNES (2023 / 2022)



© Réalisation : Service Statistiques France Travail - Bretagne

LE MARCHÉ DE L'EMPLOI : L'INTÉRIM (données départementales CVS*)

TABLEAU 31 : ESTIMATION DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES EN FIN DE MOIS, ET ÉVOLUTIONS

Intérimaires en ETP**	14 730	4ème trimestre 2024	Evol. sur un trimestre	Evol. sur 1 an
Poids dans la région :	35%	Ile-et-Vilaine	-2%	-9%
		Bretagne	-1%	-4%

ENCADRÉ 8

* DONNÉES CVS : Données corrigées des variations saisonnières.

** ETP : Equivalent temps plein. Les intérimaires sont recensés en fonction des établissements utilisateurs du territoire (et non pas des établissements de travail temporaire du territoire).

GRAPHIQUE 14 : HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIÉS INTÉRIMAIRES



TABLEAU 32 : PRINCIPAUX SECTEURS AYANT RECOURS À DES INTÉRIMAIRES (NOMENCLATURE NAF 17 POSTES)

Secteur d'activité	Volume	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an	Part
Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	2 684	+3%	-4%	18%
Construction	2 672	-3%	-15%	18%
Transports et entreposage	1 977	-3%	-13%	13%
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1 724	+2%	+5%	12%
Fabrication d'autres produits industriels	1 395	-6%	-15%	9%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motos	1 241	+3%	-0%	8%
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	945	-12%	-12%	6%
Autres activités de services	608	-6%	-10%	4%
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques	573	-3%	-11%	4%
Fabrication de matériels de transport	455	-11%	-32%	3%
Cokéfaction et raffinage, Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets	331	+2%	+4%	2%
Agriculture	126	-10%	-13%	1%
Total (tous secteurs)	14 730	-2%	-9%	

ANNEXE 1

DÉTAIL DES OFFRES DIFFUSÉES PAR MÉTIERS

TABLEAU 33 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI DIFFUSÉES ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi diffusées par métiers en mars 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 24	Poids offres France Travail
Comptable	1 631	2,9%	86%	-267	10,1%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	1 299	2,3%	82%	-99	20,7%
Employé Familial / Employée Familiale De Maison	1 164	2,1%	70%	-232	64,1%
Conducteur / Conductrice De Ligne En Industrie Alimentaire	1 096	2,0%	39%	-584	43,2%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	838	1,5%	33%	-112	34,0%
Employé / Employée De Libre-Service	802	1,4%	71%	-32	38,9%
Cuisinier / Cuisinière	754	1,4%	66%	+754	54,9%
Serveur / Serveuse En Restauration	735	1,3%	50%	-301	69,3%
Épicier / Épicière	679	1,2%	64%	+116	44,5%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	664	1,2%	32%	-115	23,2%
Sous-total 10 premiers métiers	9 662	17,4%	-	-872	37,6%
Autres métiers	45 886	82,6%	-	-10 011	32,1%
Total offres	55 548	100%	63%	-10 883	33,0%

Offres d'emploi diffusées par métiers depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024	Poids offres France Travail
Comptable	4 584	3,0%	86%	-404	11,7%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	3 035	2,0%	81%	-764	23,3%
Conducteur / Conductrice De Ligne En Industrie Alimentaire	3 010	2,0%	36%	-1 299	45,6%
Employé Familial / Employée Familiale De Maison	2 993	2,0%	80%	-683	65,2%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	2 375	1,6%	33%	-116	34,3%
Cuisinier / Cuisinière	2 052	1,4%	67%	+2 052	54,0%
Employé / Employée De Libre-Service	1 830	1,2%	71%	-147	33,2%
Serveur / Serveuse En Restauration	1 828	1,2%	56%	-814	68,3%
Expert-Comptable / Experte-Comptable	1 750	1,2%	99%	-69	2,0%
Infirmier / Infirmière En Soins Généraux (Ide)	1 657	1,1%	29%	-123	25,0%
Sous-total 10 premiers métiers	25 114	16,6%	-	-2 367	35,0%
Autres métiers	126 158	83,4%	-	-26 207	33,1%
Total offres	151 272	100%	64%	-28 574	33,4%

Offres d'emploi diffusées par métiers sur les 12 derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois	Poids offres France Travail
Comptable	19 963	3,1%	85%	-2 952	11,5%
Conducteur / Conductrice De Ligne En Industrie Alimentaire	16 225	2,5%	36%	-786	43,3%
Technicien / Technicienne De Maintenance Industrielle	14 229	2,2%	80%	-438	22,0%
Employé Familial / Employée Familiale De Maison	13 908	2,1%	77%	-854	58,3%
Préparateur / Préparatrice De Commandes	12 099	1,9%	34%	-4 975	37,3%
Aide-Soignant / Aide-Soignante	10 498	1,6%	34%	+1 120	34,9%
Agent / Agente De Nettoyage Industriel	10 494	1,6%	56%	-2 601	38,3%
Conducteur / Conductrice De Poids Lourd	10 373	1,6%	36%	-1 844	41,5%
Mécanicien / Mécanicienne Automobile	9 143	1,4%	74%	-866	37,0%
Employé / Employée De Libre-Service	8 465	1,3%	64%	-142	37,5%
Sous-total 10 premiers métiers	125 397	19,4%	-	-14 338	34,8%
Autres métiers	522 212	80,6%	-	-42 686	32,3%
Total offres	647 609	100%	62%	-57 024	32,8%

ANNEXE 1 BIS

DÉTAIL DES OFFRES FRANCE TRAVAIL

UNIQUEMENT, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

TABLEAU 34 : VOLUMES D'OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES PAR FRANCE TRAVAIL ET ÉVOLUTIONS

Offres d'emploi enregistrées par secteurs en mars 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart / mars 24
Activités Liées À L'Emploi	45	23,9%	13%	-65
Hébergement	18	9,6%	50%	-12
Hébergement Médico-Social Et Social	16	8,5%	25%	-13
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	12	6,4%	50%	-6
Action Sociale Sans Hébergement	12	6,4%	67%	+4
Sous-total 5 premiers secteurs	103	54,8%	-	-92
Autres secteurs	85	45,2%	-	-54
Total offres	188	100,0%	51%	-146
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart / mars 24
Industrie	19		10,5%	-7
Construction BTP	17		0,0%	-24
Transport et logistique	3		66,7%	-2

Offres d'emploi enregistrées par secteurs depuis le 1er janvier 2025	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Activités Liées À L'Emploi	143	23,4%	16%	-158
Hébergement Médico-Social Et Social	56	9,2%	48%	-43
Hébergement	51	8,4%	61%	+2
Action Sociale Sans Hébergement	47	7,7%	83%	+16
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	33	5,4%	58%	-15
Sous-total 5 premiers secteurs	330	54%	-	-198
Autres secteurs	280	46%	-	-117
Total offres	610	100%	90%	-315
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart 2025 // 2024
Industrie	59		19%	-36
Construction BTP	47		2%	-68
Transport et logistique	11		27%	-57

Offres d'emploi enregistrées par secteurs sur 12 les derniers mois	Volume	% / total	% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Activités Liées À L'Emploi	1 309	39,0%	19%	+848
Hébergement Médico-Social Et Social	377	11,2%	49%	-69
Hébergement	207	6,2%	56%	+27
Commerce De Détail, À L'Exception Des Automobiles Et Des	168	5,0%	79%	-47
Action Sociale Sans Hébergement	150	4,5%	67%	-27
Sous-total 5 premiers secteurs	2 211	65,8%	-	+732
Autres secteurs	1 148	34,2%	-	-220
Total offres	3 359	100,0%	54%	+512
Zoom sur le secteur "Activités liées à l'emploi" (= l'intérim) :				
Les 3 principaux secteurs recruteurs dans l'intérim :	Volume		% emplois durables	Ecart sur 12 mois
Construction BTP	478		3%	+336
Industrie	373		29%	+208
Transport et logistique	115		34%	+80

ANNEXE 2

L'EMPLOI SALARIÉ SUR LES 6 SECTEURS DOMINANTS

GRAPHIQUE 15 : COMPARATIF GÉOGRAPHIQUE
AVEC POUR BASE 100 L'ANNÉE 2018

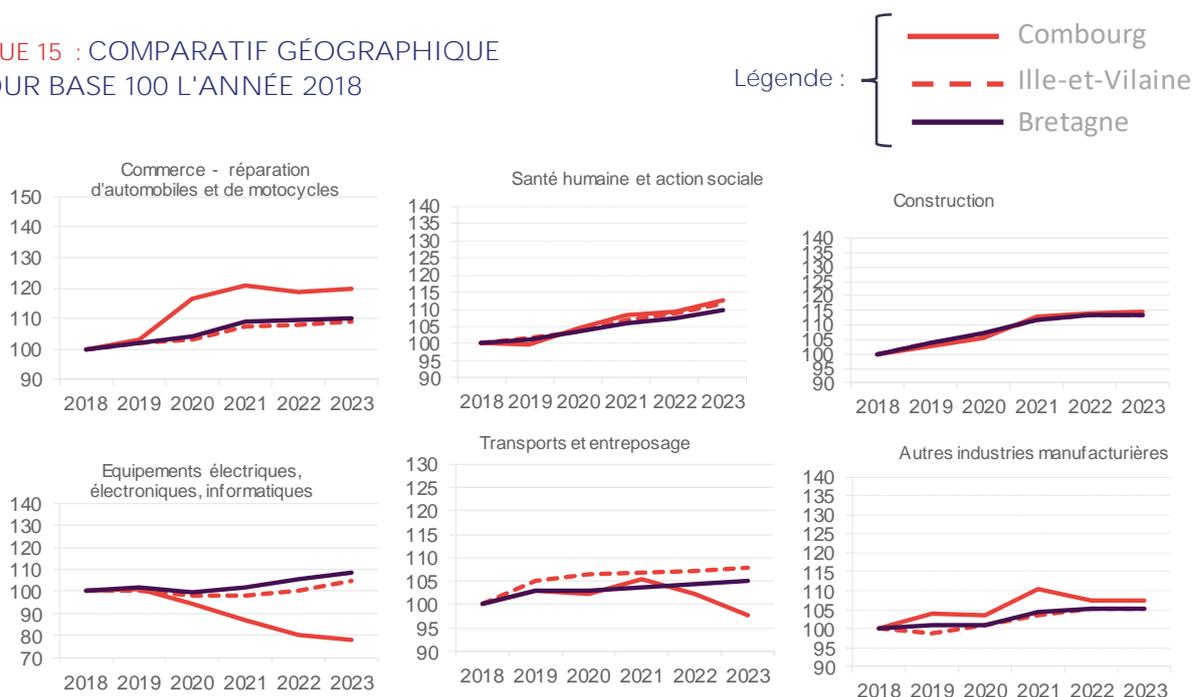


TABLEAU 35 : TOP 10 DES SECTEURS EN TERMES DE CRÉATIONS ET DE DESTRUCTIONS D'EMPLOIS

Créations d'emploi en 2023 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Gains annuels
Hébergement médico-social et social	62
Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	55
Culture et production animale, chasse et services annexes	30
Industries alimentaires	25
Travaux de construction spécialisés	17
Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	15
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	14
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	14
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	13
Industrie pharmaceutique	11
Autres secteurs (hors intérim)	79
Total (dont intérim)	335

Destructions d'emploi en 2023 par secteur d'activité (NAF 88 postes)	Pertes annuelles
Transports terrestres et transport par conduites	-53
Programmation, conseil et autres activités informatiques	-35
Activités d'architecture et d'ingénierie - activités de contrôle et analyses tech	-20
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	-20
Activités immobilières	-16
Génie civil	-16
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-10
Collecte et traitement des eaux usées	-9
Activités pour la santé humaine	-7
Restauration	-7
Autres secteurs (hors intérim)	-43
Total (dont intérim)	-250

ANNEXE 3

LA TENSION

Afin d'indiquer la difficulté de recrutement pour les entreprises, la Dares et France Travail proposent un indicateur de mesure des tensions sur le marché du travail. Il s'agit d'estimer, pour un métier donné et sur une zone géographique donnée, la difficulté ou non à recruter.

Remarque pour l'analyse :

Afin de mieux comprendre les facteurs à l'origine de difficultés éventuelles de recrutement pour les entreprises, France Travail et la DARES ont également élaboré six indicateurs d'éclairage complémentaires qu'il convient d'avoir en tête pour l'analyse :

- **L'intensité d'embauches** : plus les employeurs recrutent, plus ils ont à rechercher des candidats et à réitérer le processus, ce qui joue potentiellement sur les difficultés de recrutement. Cette dimension est abordée en rapportant le nombre d'offres d'emploi et de projets de recrutement à l'emploi moyen.

- Des conditions de travail contraignantes : des conditions de travail contraignantes peuvent rendre les recrutements plus difficiles. Un indicateur synthétique sur les conditions de travail est calculé à partir de la part de salariés subissant des contraintes physiques, des limitations physiques, des contraintes de rythme, du travail répétitif, des périodes de travail durant les jours non ouvrables ou en dehors des plages de travail habituelles et un morcellement des journées de travail.

- La non-**durabilité de l'emploi** : comme les conditions de travail, les conditions d'emploi interviennent dans l'attractivité du poste à pourvoir. Toutes choses égales par ailleurs, un contrat à durée déterminée est potentiellement moins attractif qu'un contrat à durée indéterminée. La non-durabilité des postes proposés est mesurée par l'inverse de la moyenne pondérée de la part des offres durables (contrats à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois), de la part des offres à temps complet et de la part de projets de recrutement non saisonniers. Cet indicateur peut cependant avoir un effet ambigu sur la difficulté de recrutement car les employeurs recrutant en emplois durables peuvent se montrer plus exigeants dans leur processus de recrutement, et rencontrer de ce fait plus de difficultés.

- Le manque de main-**d'œuvre disponible** : recruter auprès d'un large vivier de demandeurs d'emploi est a priori plus aisé que dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Pour un métier donné, cet indicateur est construit en prenant l'opposé du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A rapporté à l'emploi moyen.

- Le lien entre la spécialité de formation et le métier : un décalage entre les compétences requises par les employeurs et celles dont disposent les personnes en recherche d'emploi peut alimenter les tensions. Pour approcher cette inadéquation, l'indicateur permet d'apprécier si le métier en question est difficile d'accès pour des personnes ne possédant pas la formation requise, à partir de la spécificité et de la concentration des spécialités de formation par métier.

- **L'inadéquation géographique** : la main-d'œuvre disponible peut être suffisante au niveau national mais si sa répartition géographique diffère fortement de celle des postes proposés, il peut y avoir des tensions localisées. L'indicateur mesurant l'inadéquation géographique est défini comme l'écart, en valeur absolue, de distribution géographique entre l'offre et la demande, selon l'indice de dissimilarité de Duncan et Duncan.

Sources statistiques et méthodes de calcul : L'approche développée par France Travail et la Dares vise à explorer toutes les dimensions des tensions sur le marché du travail.

Ces indicateurs sont construits dans la publication commune entre la Dares et France Travail est généralement publié pour la nomenclature des familles professionnelles (FAP 2009). France Travail a adapté cet indicateur afin qu'il soit disponible pour l'ensemble des métiers du ROME.

Accéder aux sources et méthodologies détaillées :

dares.travail-emploi.gouv.fr

ANNEXE 4

GLOSSAIRE

Le Chômage :

Taux de chômage	Donnée INSEE publiée trimestriellement, disponible par zones d'emploi (découpage géographique défini par l'INSEE). Le périmètre de ces zones d'emploi est différent de celui des zones d'emploi définies par le SPEL (Service Public de l'Emploi Local) ainsi que de celui des bassins d'emploi définis par France Travail. Le dénominateur du taux de chômage, qui représente la population active en âge de travailler, est obtenu via l'enquête emploi menée par l'INSEE.
-----------------	---

Le Marché du Travail :

DEFM	Demands d'emploi en fin de mois :
catégorie A	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , sans emploi.
catégorie B	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois).
catégorie C	- tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).
catégorie D	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
catégorie E	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi , en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).
catégorie F	- non tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi : personnes orientées vers un parcours à vocation d'insertion sociale.
catégorie G	- bénéficiaires du RSA en instance d'orientation , c'est-à-dire en attente de savoir quel organisme sera en charge de leur accompagnement.
DELD	Demands d'emploi de longue durée. Il s'agit des demands d'emploi au chômage depuis plus d'un an.
BOE	Bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Il s'agit pour l'essentiel des travailleurs handicapés.
RSA + PA	Revenu de Solidarité Active + Prime d'Activité.
QP(V)	Quartier Prioritaire de la Ville.
Flux de demands d'emploi	Entrées / sorties des listes du chômage de France Travail :
DEE	Demands d'emploi entrant sur les listes.
DES	Demands d'emploi sortis des listes.
Taux d'écoulement	Par métier, exprime la potentialité à sortir du chômage sur un an. Vaut DES sur 12 mois / (DEE sur 12 mois + DEFM ABC de l'année précédente).
Offres d'emploi	Offres d'emploi diffusées / collectées par les agences France Travail :
Offres d'emploi diffusées	Les Offres d'emploi diffusées comprennent les Offres d'emploi enregistrées (OEE) c'est-à-dire collectées par France Travail + les Offres d'emploi des partenaires de France Travail.
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois. Chaque code ROME correspond à un métier spécifique.
Taux de tension	Par métier, rapport de l'offre d'emploi à la demande d'emploi . Vaut $3/4 \times$ (OEE sur 12 mois / DEE sur 12 mois) + $1/4 \times$ (OEE sur 12 mois / moyenne des DEFM catégories ABC sur 12 mois).

Indemnisation :

BFM	Bénéficiaires en fin de mois. Demands d'emploi bénéficiant d'une allocation de l'assurance chômage ou du régime de solidarité.
Part des indemnisés	La part des indemnisés est le rapport entre les indemnisés (= indemnisés assurance chômage + indemnisés solidarité Etat, hors allocataires formation ou préretraite) et l'ensemble des demands d'emploi potentiellement indemnisables (= DEFM ABCDE).

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

ANNEXE 4

GLOSSAIRE (SUITE ET FIN)

Méthodes statistiques :

CVS	Correction des variations saisonnières, ou "désaisonnalisation". Pour une série de données évoluant dans le temps, il s'agit de supprimer les effets saisonniers ou irréguliers afin d'en extraire la véritable tendance. Il s'agit d'une méthode de lissage.
12 mois glissants	Comparaison d'un cumul (ou moyenne) sur 12 mois avec le cumul (ou moyenne) sur les 12 mois correspondants de l'année précédente.

Marché de l'emploi :

NAF	Nomenclature d'activités française. Chaque code NAF correspond à un secteur d'activités spécifique. Plusieurs regroupements de secteurs existent, dans ce document sont utilisées les NAF en 88 postes (pour l'emploi salarié) et en 17 postes (pour l'intérim).
Emploi salarié	Emploi concurrentiel, source Urssaf / Acof. Sont exclus du marché de l'emploi concurrentiel les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. L'agriculture et une partie de l'industries agroalimentaires sont affiliées à la MSA.
Indice de spécialisation	Distinction de la surreprésentation ou de la sous-représentation d'un secteur d'activité sur une zone géographique donnée. Si cet indice est supérieur à 1, le territoire est spécialisé dans l'activité associée. Plus l'indice est élevé, plus le territoire est spécialisé dans cette activité.
Intérim	Sur la page "emploi salarié" : intérimaires inscrits dans les établissements de travail temporaire du territoire. Sur la page "intérim" : Estimation du nombre d'intérimaires en fin de mois ayant effectué leur missions chez les employeurs utilisateurs de main-d'œuvre du territoire. Obtenu à partir des déclarations mensuelles d'intérim des employeurs.

Zonages géographiques :

Bassin d'emploi	Zone définie par France Travail. Espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. Correspond à l'aire fonctionnelle des agences France Travail : en fonction de son lieu de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence France Travail qui couvre son bassin d'emploi. La Bretagne en compte 26.
ALE	Agence locale pour l'emploi. Zone définie par France Travail. Dans la plupart des bassins d'emploi, le bassin d'emploi correspond à une ALE. Les bassins les plus urbanisés comptent plusieurs ALE : il s'agit des bassins de Brest, Quimper, St-Brieuc, Lorient, Vannes et Rennes. La Bretagne compte 39 ALE.
Zone d'emploi	Zone définie par l'INSEE (2010). Espace géographique où la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lesquels les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. La Bretagne compte 18 zones d'emploi.
Zone SPEL	Service public de l'emploi local. Défini par la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle). Implique les acteurs publics chargés de l'application de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle. La Bretagne compte 18 zones SPEL.
MDE	Maison de l'emploi. Mises en place dans le cadre du Plan de cohésion sociale (2004) sous la responsabilité des collectivités territoriales. Elles ne couvrent pas l'ensemble du territoire breton. La Bretagne en compte 14.



En savoir plus

- LES PUBLICATIONS STATISTIQUES RÉGIONALES :

francetravail.org/regions/bretagne

→ rubrique « Statistiques et analyses » :

- Les évolutions trimestrielles de la demande d'emploi en Bretagne
- Des analyses localisées et détaillées du marché du travail dans les territoires bretons
- Des focus sur le marché du travail dans les principaux secteurs d'activité de la région
- L'enquête BMO sur les Besoins en Main-d'œuvre des entreprises bretonnes

- LES DONNÉES STATISTIQUES FRANCE TRAVAIL EN LIBRE ACCÈS :

→ nationales :

francetravail.org/opendata/

→ localisées :

dataemploi.francetravail.fr/

Directeur de la publication
Angélique GOODALL

Directeurs de la rédaction
Anthony JEULAND, Nicolas MAXIME

Réalisation
Service Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail - Bretagne
36 rue de Léon
35000 Rennes



francetravail.org

